

# GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – QUESTION

	Date	Heure	Numéro	Département(s)	
À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé:	20.01.2015	09:07	15.303	DEF	
	Annule et remplace				

**Auteur(s):** Corine Bolay Mercier

**Titre:** La filière d'assistant-e en gestion sur le marché de l'apprentissage, concurrence difficile pour les élèves sortant de l'école?

**Contenu:**

Les personnes détentrices d'une maturité fédérale souhaitant entrer dans une HEG ou voulant travailler dans le domaine commercial doivent passer par une formation complémentaire de pratique professionnelle. L'une des voies possible est de suivre la formation d'assistant-e en gestion. Une formation dont les frais d'écolage viennent de passer à 9000 francs par année. Il est fort à parier que peu d'élèves vont choisir, à futur, cette formation.

Le site d'Arcinfo tempère l'impact de l'augmentation des frais d'écolage par le fait que les élèves peuvent choisir une autre voie, soit un apprentissage "accéléré" ou un stage pour entrer à la HEG sans examen d'admission.

Notre souci vient du fait que parallèlement à l'augmentation du prix d'écolage, la formation CFC de commerce à plein temps dispensée à l'Ester va fermer en juin 2015. Ainsi, à priori, beaucoup de nouveaux élèves seront à la recherche, dès la nouvelle rentrée scolaire, d'une place d'apprentissage dans le domaine commercial! Les élèves postulant avec une maturité académique auront à priori certainement plus de chance d'obtenir une place de stage ou d'apprentissage que les élèves sortant de l'école obligatoire...

Le Conseil d'Etat peut-il dès lors répondre aux questions suivantes:

Quelles sont les économies envisagées avec l'augmentation des frais d'écolage?

L'économie n'est-elle pas "annulée" par l'ouverture de classes de préapprentissage, d'orientation ou d'intégration accueillant les élèves de l'école secondaire n'ayant pas trouvé de place d'apprentissage?

Les futurs candidats à la HEG ont-ils été informés de cette modification?

Le département a-t-il par ailleurs informé et/ ou sensibilisé les entreprises et institutions du changement qui s'opère dans la formation du domaine commercial?

Le Conseil d'Etat envisage-t-il d'augmenter à l'intérieur de ses services des places de stage ou d'apprenti de commerce?

Réponse écrite demandée:

oui

non

<b>Auteur ou premier signataire</b>	<b>Autres signataires (suite)</b>
Corine Bolay Mercier	
<b>Autres signataires (nom, prénom)</b>	
Martine Docourt Ducommun	
Annie Clerc	
Laurent Duding	

Champs encadrés en rouge = champs à remplir obligatoirement

**ENVOYER**